

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**

4, Boulevard de l'Avenir
18023 BOURGES CEDEX
Tél. 02.48.23.71.00
Fax 02.48.20.57.57

SANTÉ - ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par :
M. HASSEN
Ingénieur d'Études Sanitaires
Tél. 02.48.23.71.58

A R R Ê T E N° 2001-1-258 DU 27 FEV. 2001

portant régularisation administrative du prélèvement d'eau dans le milieu naturel pour l'utilisation en vue de la consommation humaine et établissement des périmètres de protection du captage d'eau potable du "Prédé", à Saint-Doulchard,

Le Préfet du Cher,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU les articles L 214-3 et L 215-13 du Code de l'Environnement,

VU l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique,

VU le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales (J.O. du 4 janvier 1989) modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990 (J.O. du 13 avril 1990), par le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 (J.O. du 8 mars 1991) et par le décret n° 95-363 du 7 avril 1995 (J.O. du 7 avril 1995),

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L-214-3 du Code de l'Environnement,

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement,

VU l'arrêté ministériel du 24 mars 1998 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 4, 5, 20 et 22 du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales (J.O. du 28 avril 1998),

VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine (J.O. du 13 septembre 1990),

VU le décret n° 94-354 du 29 avril 1994 relatif aux zones de répartition des eaux,

VU l'arrêté préfectoral du 23 janvier 1995 fixant dans le département du Cher la liste des communes incluses dans une zone de répartition des eaux,

VU la délibération du 17 décembre 1999 par laquelle la commune de Saint-Doulchard a demandé la déclaration d'utilité publique du captage "le Prédé " sis sur son territoire ainsi que l'établissement de ses périmètres de protection.

VU le rapport du 17 décembre 1998 de Monsieur Dominique ROUILLER, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique pour le département du Cher,

VU le résultat de l'enquête publique qui s'est déroulée sur le territoire de la commune de Saint-Doulchard du 9 mai au 24 mai 2000,

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt du 6 avril 2000,

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales du 6 octobre 2000,

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du Cher du 25 octobre 2000.

VU l'avis du pétitionnaire sur le projet d'arrêté,

SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE

Article 1er -

Le captage "Le Prédé" sis sur le territoire de la commune de Saint-Doulchard et appartenant à la commune, la création de ses périmètres de protection qui comportent la dérivation d'eaux souterraines ainsi que l'instauration des servitudes à y appliquer sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 -

La commune de Saint-Doulchard est autorisée à utiliser le captage "le Prédé" aux fins d'alimentation en eau potable.

Article 3 -

Le volume à prélever par le pétitionnaire n'excède pas 2 500 m³ par jour avec un débit maximum de 125 m³ par heure.

Article 4 -

Il est installé un dispositif de contrôle des quantités d'eau prélevées.

Article 5 -

En application des dispositions de l'article L.1321-2 du Code de la Santé Publique, il est établi autour du puits "le Prédé" les périmètres de protection suivants, dont le plan est joint en annexe :

Périmètre immédiat

Correspond à l'actuelle zone grillagée autour de l'ouvrage.

Y sont applicables les prescriptions suivantes :

Pleine propriété de la collectivité, zone close par une clôture de 2 m de hauteur, accessible seulement aux personnes autorisées pour le fonctionnement et l'entretien du point d'eau. Il est maintenu en parfait état de propreté. Tous déversements, épandage d'engrais, de pesticides ou de désherbants, stockage de matériel ou de produits y sont interdits.

Les installations, constructions ou activités autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien y sont interdites.

En outre il convient :

- de réaliser l'étanchéification du fossé de drainage des eaux pluviales qui longe le périmètre sur son côté Ouest,
- de renforcer la clôture afin de protéger le captage des animaux en pâture sur les parcelles voisines,
- de combler à l'aide de matériaux inertes ou cadénasser les piézomètres présents dans l'enceinte. Si la 2^{ème} hypothèse est retenue, il convient de réaliser une cimentation extérieure de ces ouvrages sur 2 m de hauteur au minimum (à moins que cette opération ait été effectuée lors de leur réalisation).

Périmètre rapproché

Il comporte 3 sous-périmètres de protection avec des niveaux de contraintes différents.

En application des prescriptions communes, sont interdits dans les 3 sous-périmètres :

- tout creusement de nouveaux puits ou forages atteignant l'aquifère capté, à l'exception d'un éventuel captage AEP.
- la création de gravière ou toute autre excavation
- tout dépôt, épandage superficiel, déversement et rejet dans le milieu naturel de toute substance susceptible d'altérer directement ou après transformation la qualité des eaux souterraines telles : eaux usées, huiles, hydrocarbures, boues de station d'épuration, etc.
- l'implantation de canalisations ou de stockage d'hydrocarbures liquides,
- la construction d'installation d'épuration des eaux usées domestiques ou industrielles
- la création de cimetières, y compris animalier,
- l'installation de terrains de camping et d'aires de séjours temporaires, publics ou privés,
- l'épandage ou l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle,
- le dépôt prolongé de fumiers au champ (1 mois maximum),
- l'épandage de produits phytosanitaires par voie aérienne,
- la suppression de l'état boisé, l'exploitation du bois restant possible dans des conditions non polluantes, selon la législation en vigueur.

En outre, tout puits existant devra être comblé.

A ces prescriptions communes, s'ajoutent les prescriptions particulières suivantes :

- **sous-périmètre de protection rapprochée n°1** (voir plan joint) correspondant à l'aire définie par l'isochrone 20 jours (hypothèse de débit moyen d'exploitation de 2 500 m³/j) entre l'Yèvre au sud et la RD 60 au Nord (plaine alluviale).

➤ concernant l'utilisation agricole des terrains :

- les parcelles sont mises ou maintenues en prairies fauchées ou pâturées avec un retournement autorisé tous les 5 ans , à condition que la surface totale retournée soit inférieure à 20 % de la superficie totale.
- la fertilisation azotée, minérale et organique, est limitée aux besoins des cultures, fractionnée et inférieure à 120 kg/ha/an, et, est mise en oeuvre uniquement de mars à août sous la forme de fumier de bovin composté ou d'azote minéral, celui-ci pouvant être épandu à partir de février.
- les exploitants devront tenir un cahier de fertilisation,
- l'utilisation des produits phytosanitaires est réglementée ; sont notamment interdits les produits cités dans la liste jointe, établie à partir des produits couramment utilisés dans la région et qui devra être réactualisée tous les 5 ans,

- les exploitants doivent tenir un cahier d'utilisation des produits phytosanitaires,
- le pâturage des animaux est autorisé dans la limite de 1,4 UGB/ha. L'affouragement est toléré sous réserve qu'il ne soit pas pratiqué 2 années consécutives sur le même site et que le couvert végétal ne soit pas détruit.
- le curage ou l'approfondissement des fossés de drainage est interdit, sauf pour l'entretien. L'étanchéification de fossés des eaux pluviales est conseillée.
- Les piézomètres réalisés pour l'étude hydrogéologique seront ou comblés ou dotés d'une cimentation de tête et munis d'un capot étanche.

- **sous-périmètre de protection rapprochée n° 2** (voir plan joint) correspondant à une bande de 15 m de largeur parallèle à la RD 60 sur toute la longueur du périmètre de protection rapprochée n°1.

Aux prescriptions particulières du périmètre de protection rapprochée n°1, s'ajoutent les contraintes suivantes :

- L'accès à la RD 60 est interdit aux poids lourds (sauf bus et véhicules de transport en commun). Cette route est munie d'une glissière de sécurité au moins sur toute la longueur du périmètre.

- **sous-périmètre de protection rapprochée n° 3** (voir plan joint) correspondant à la zone située au nord des périmètres de protection rapprochée 1 et 2, située entre la RD 60 au sud, les rues de la Métairie et Alfred STANCKE à l'Ouest, la route de Vouzeron à l'Est.

Aux prescriptions particulières des périmètres de protection rapprochée n° 1 et n° 2 s'ajoutent les prescriptions suivantes :

➤ **concernant les établissements industriels :**

- la création de nouveaux sites industriels relevant de la réglementation des établissements classés (autorisation ou déclaration) est interdite, toutes autres installations étant soumises à autorisation,
- dans les sites existants : le stockage de produits pouvant polluer les eaux souterraines (hydrocarbures, produits chimiques ou autres) est soumis à autorisation. Les cuves de stockage sont dotées de volumes de rétention. Les eaux usées et de ruissellement sont traitées avant rejet. Les installations de rétention et de rejet sont contrôlées tous les 5 ans par un organisme agréé.

➤ **concernant les maisons d'habitation :**

- toute habitation est raccordée au réseau d'eaux usées, y compris les habitations anciennes si le réseau existe. En cas d'absence du réseau public d'assainissement, la conformité aux normes des installations est contrôlée.
- les cuves à fuel domestique enterrées sont interdites. Les cuves à fuel domestiques sont tolérées sous réserve qu'elles soient munies de dispositifs de rétention des fuites d'un volume au moins égal à celui de la cuve.
- L'étanchéité des cuves est contrôlée avant leur mise en service et ensuite tous les 5 ans par un organisme agréé.
- le désherbage des trottoirs est effectué avec des produits non polluants,
- l'étanchéité des réseaux d'eaux usées et pluviales est contrôlée tous les 5 ans,
- la création de nouvelles voies est soumise aux contraintes suivantes : Pose de rail de sécurité et création d'un système de récupération des eaux de ruissellement par fossés étanches.

Les parcelles agricoles de ce sous-périmètre sont soumises aux prescriptions du périmètre de protection rapprochée n° 1.

Périmètre de protection éloignée (PPE)

Il comprend la zone située dans le Val d'Yèvre au Sud et à l'Est du périmètre de protection rapprochée n°1, entre la rivière et la voie ferrée de Bourges à Vauvert.

Il s'agit d'une zone de vigilance avec les recommandations suivantes :

- agriculture : application des recommandations des zones vulnérables, irrigation soumise à autorisation,
- urbanisation : constructions déconseillées mais soumises à autorisation dans tous les cas,
- voies de communication : construction de voiries goudronnées déconseillée, mise en place souhaitable de glissières de sécurité jusqu'à l'intersection avec la route de Vouzeron,
- réalisation d'un dispositif de réception des eaux de ruissellement le long de la voie ferrée de Bourges à Vauvert,

sont soumis à autorisation : la réalisation de puits ou forages quel que soit le volume prélevé, la réalisation de fouilles et gravières et tous travaux risquant de mettre l'aquifère alluvial en relation avec la surface ainsi que le curage des fossés et ruisseaux.

Article 6 -

Un dispositif de désinfection permanente par le chlore de l'eau produite est installé.

Article 7

Le contrôle sanitaire effectué par le service compétent, aux frais du pétitionnaire, comprendra annuellement les analyses suivantes :

- | | |
|--------------------------------------|-----------------------------|
| - Sur l'eau brute : | 1 RP |
| - En production , après traitement : | 1 P2P, 1/2 P3, 7 P1, |
| - En distribution : | 12 DI |

Article 8 -

Tous les frais de mise en place des mesures de protection précitées sont à la charge du pétitionnaire.

Article 9 -

La présente décision ne peut être déférée par le pétitionnaire qu'auprès du tribunal administratif dans le délai de recours de 2 mois à compter de la notification de la décision.

Article 10 -

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de Saint-Doulchard et peut y être consultée par le public. Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'activité est soumise, est affiché à la Mairie de Saint-Doulchard pendant une durée minimum d'un mois; procès-verbal de cette formalité est dressé par les soins du Maire de Saint Doulchard. Un avis est inséré aux frais du pétitionnaire dans deux journaux diffusés dans le département.

Article 11 -

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, Monsieur le Maire de Saint-Doulchard, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, les inspecteurs de salubrité, officiers et agents de police judiciaire ainsi que les agents chargés de la police de l'eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des Actes Administratifs de la Préfecture du Cher.

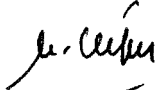
Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Signé . Gérard BRANLY

Pour ampliation

POUR LE PRÉFET ET PAR DÉLÉGATION,
Le directeur des relations
avec les collectivités territoriales et
du cadre de vie.



Michel CREPEL

PERIMETRES RAPPROCHES

Liste des substances phytosanitaires interdites

Atrazine
Simazine
Isoproturon
Chlortoluron
Lindane
Alachlore
Métolachlore
Terbuthylazine
Diuron
Tébutame
MCPP
2,4 MCPA
Diflufenicanil
Dichlorprop
Cyanazine
Néburon
Fluroxypyr
Métoxuron
Cyproconazole
Dinoterbe

Vu pour être annexé à mon
arrêté en date de ce jour.

Bourges, le 27 FEV. 2001
Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Signé : Gerard BRANLY






POUR COPIE CONFORME
POUR LE PRÉFET ET PAR DÉLÉGATION.
Le directeur des relations
avec les collectivités territoriales et
du cadre de vie.

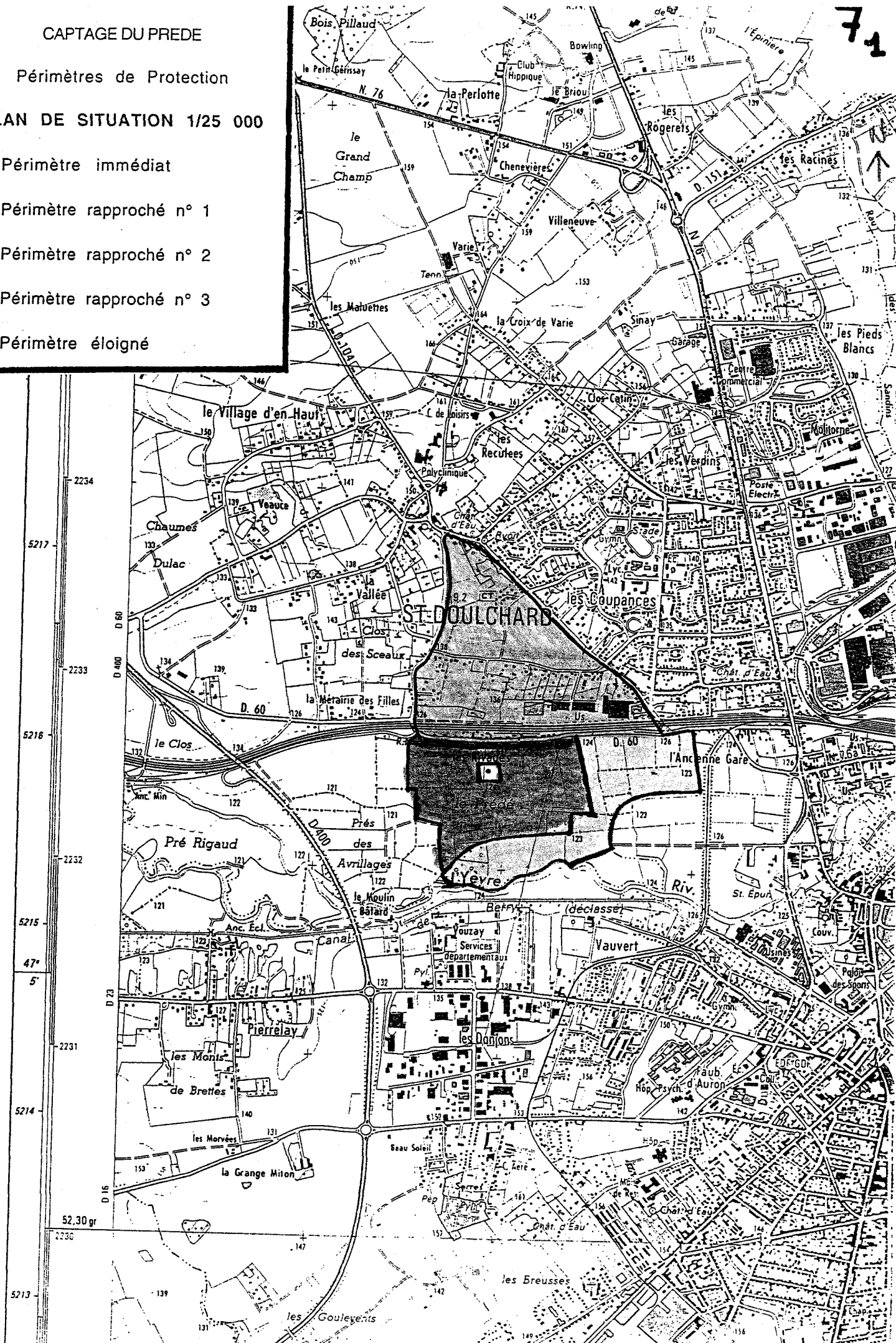

Michel CRÉPEL

CAPTAGE DU PREDE

Périmètres de Protection

PLAN DE SITUATION 1/25 000

-  Périmètre immédiat
-  Périmètre rapproché n° 1
-  Périmètre rapproché n° 2
-  Périmètre rapproché n° 3
-  Périmètre éloigné



Vu pour être annexé à mon
arrêté en date de ce jour.

Bourges, le 27 FEV. 2001

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

Signé : Gérard BRANLY

POUR COPIE CONFORME

POUR LE PRÉFET ET PAR DÉLÉGATION,

Le directeur des relations
avec les collectivités territoriales et
du cadre de vie,


Michel CREPEL